

Depuis très longtemps, les membres des divers partis à la Chambre ont servi en paroles la cause de la Chine continentale et de son adhésion aux Nations Unies. Pourquoi le gouvernement n'agit-il pas? Parce qu'il ne veut pas mécontenter le gouvernement de Washington. J'en suis tout à fait convaincu.

Notre politique à l'endroit du Vietnam est timide et hésitante, mais le premier ministre (M. Pearson) la qualifie de diplomatie discrète. Sous couvert d'une attitude de neutralité nous avons l'an dernier vendu des armes aux États-Unis, un des combattants, pour 318 millions de dollars. Lors du conflit entre le Pakistan et l'Inde nous avons cessé les envois aux deux pays. Dans la lutte de la Turquie et de la Grèce à propos de Chypre nous avons fait de même, comme aussi lors de la guerre entre Israël et l'Égypte. Nous avons vendu du matériel de guerre aux États-Unis sans recevoir d'eux l'assurance qu'ils ne s'en serviraient pas au Vietnam. Washington a ses éperviers et ses colombes et nous à Ottawa nous avons nos perroquets.

J'aimerais que le gouvernement sache que pour nous convaincre il nous faut plus que les protestations du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) contre les sérieuses accusations portées par M. Gerald Clark du *Star* de Montréal et par M. Tim Ralfe de la Société Radio-Canada.

Ces correspondants sont très réputés et très estimés et s'ils se disent convaincus que des films, des enregistrements et des renseignements importants de caractère militaire sont communiqués aux autorités américaines par le personnel militaire canadien attaché à la délégation du Canada auprès de la Commission internationale de contrôle, l'assertion justifie une enquête complète. Il ne suffit pas que le premier ministre déclare qu'il n'y a pas d'espions. Je doute qu'on ait parlé d'espions.

● (12.20 p.m.)

Nous voulons simplement savoir si le rôle du Canada au Vietnam comme pays neutre se trouve sapé et notre honneur attaqué, et si un fonctionnaire ou des fonctionnaires rattachés à la délégation du Canada transmettent des renseignements à l'un des pays combattants dans cette malheureuse guerre non déclarée. Si le gouvernement envisage sérieusement la situation, il devrait présenter une motion visant à déférer immédiatement la question au comité parlementaire des affaires extérieures.

[M. Douglas.]

Ce comité devrait convoquer non seulement les deux correspondants, mais encore les responsables à la Commission internationale de contrôle, afin que nous sachions exactement ce que fait la délégation canadienne des renseignements qu'elle recueille.

Comme septième et dernier objectif, je propose qu'au cours de son deuxième siècle, le Canada aide les régions sous-développées du monde. M. McLuhan a dit que le monde forme aujourd'hui un village global. Nous ne pouvons édifier un îlot de prospérité et de stabilité au milieu d'une mer de misère humaine. Pour assurer la paix mondiale, nous devons réduire l'écart du revenu par tête entre les nations nanties et les nations dépourvues. Cet écart, loin de diminuer, augmente. Plus de la moitié des habitants du globe touchent un revenu individuel de moins de \$150 par an. D'année en année, le déséquilibre s'accroît entre la richesse des pays occidentaux et la pauvreté des pays sous-développés. Rien d'étonnant que le secrétaire général des Nations Unies, U Thant, ait déclaré:

Le monde ne vivra pas dans l'harmonie tant que les deux tiers de ses habitants auront peine à subsister.

La justice sociale et le simple bon sens exigent que nous partagions davantage nos richesses avec les indigents de la terre. Inutile d'expliquer à la Chambre des communes qu'il ne s'agit pas d'expédier des dollars, mais des marchandises canadiennes, de la nourriture, des matériaux et de la main-d'œuvre. Cela signifie plutôt jeter les bases d'un commerce ultérieur avec ces pays, une fois qu'ils seront bien développés.

A elle seule, l'aide ne suffit pas. Suivant un vieux diction chinois, en donnant un poisson à un homme on résout son problème pour aujourd'hui, mais en lui montrant à pêcher on le règle pour le reste de ses jours. La contribution réelle des nations occidentales consisterait à aider ces pays en voie de développement à s'aider eux-mêmes, grâce aux avantages de notre technologie moderne. Nous devrions persuader des milliers de nos jeunes médecins, infirmières, scientifiques, enseignants, ingénieurs, agronomes, experts forestiers, techniciens, travailleurs sociaux et psychiatres d'aller aider ces gens à acquérir une partie de notre technologie occidentale et de notre organisation sociale afin de pouvoir relever eux-mêmes leur niveau de vie. Nous avons trois missions à remplir: aider ces pays, multiplier avec eux nos échanges commerciaux, afin qu'ils puissent nous vendre certains de leurs produits de base, sans droits de